

NOTION DE CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT

Définition et mesure de la croissance économique :

Définition : la croissance économique est l'augmentation soutenue de la production d'un pays pendant une longue période.

-A propos de l'expansion économique, elle est la croissance économique à court terme.

-Et en ce qui concerne le progrès économique, il est le fait qu'une collectivité parvient à atteindre (réaliser) les objectifs qu'elle s'est fixée.

Mesure de la croissance économique : pour la mesurer, on se servait du PIB (Produit Intérieur Brut) ou du PNB (Produit National Brut) évalué au prix constant ne tenant pas compte de l'inflation.

Le TC (Taux de Croissance) est déterminé de la manière suivante :

$$\text{taux de croissance} = \frac{PIB^{\text{année } N} - PIB^{\text{année } N-1}}{PIB^{\text{année } N-1}}$$

Ainsi un pays est donc considéré comme riche s'il a un fort TC (5%).

Cependant l'utilisation du PIB ou du PNB pose un certain nombre de problème à savoir :

- **Le PIB est un indicateur monétaire** : il est exprimé en monnaie. Dans ce cas, toute variation de sa valeur faussera la valeur du PIB.
- **Le PIB n'enregistre pas le secteur informel (économie souterraine ou invisible)** : il s'agit de l'ensemble des activités ignorées de la comptabilité nationale afin d'échapper aux impôts. Par exemple au Mali, le secteur informel représente plus de 78% de la population active alors que le PIB du Mali ne relève que de 22% de cette population active. Ce qui n'est pas un PIB qui reflète les réalités du Mali. C'est pourquoi on dit que le Mali est un pays pauvre pendant que les maliens sont riches.
La croissance économique représente pour certains pays un élément important de l'activité économique : 8%, 10%, et 20% respectivement en Grande-Bretagne, en Suède, et en Italie. Elle emploie 78,6% de la population active du Mali ; 75% en Mauritanie ; 74,9% en Guinée ; et 70% au Burkina Faso.
- **Le PIB n'est pas un bon signe extérieur du niveau de vie** : L'évolution du PIB ne se traduit pas forcément par une amélioration de notre population. Dans certains pays en développement, le niveau du PIB est relativement élevé (environ 5% du TAAM) pendant que la pauvreté est présente à cause de la mauvaise gouvernance et de l'explosion démographique.
- **Le PIB ne prend pas en compte le coût des nuisances dont sa réalisation provoque** : beaucoup de dégâts au cours de l'activité économique tels que la pollution et la dégradation de l'environnement, les pillages, gaspillages des ressources, les maladies, les réchauffements climatiques, etc... Ces éléments négatifs sont appelés déséconomies externes ou externalités négatives qui dégradent les conditions des coûts pour la société. Donc la prise en compte de ces coûts doit se traduire par une diminution du PIB, ce qui n'est pas le cas d'où la surestimation du PIB.

Les facteurs de la croissance économiques :

Ils sont d'ordres naturel, capital, travail, et technologique.

- **Les facteurs naturels :** l'accès à la mer, la présence de relief facilitant l'installation des infrastructures, des transports ; la présence des climats doux et généreux, l'abondance des réseaux forestiers et culturels, etc... constituent stimulant précieux à la croissance économique et au développement. Cependant la mise en valeur de ces ressources nécessite d'énormes efforts d'investissements de la part du pays. Par contre l'absence des ressources naturelles représente un frein à la croissance économique mais néanmoins surmontable. Certains pays immensément riches en ressources naturelles comme la Guinée Conakry et la RDC ont du mal à décoller économiquement tandis que d'autres totalement dépourvus comme le Japon connaît un rythme de croissance assez soutenu.
- **Le facteur capital :** par capital, on entend l'ensemble des biens de production durables qui permet l'accroissement de la productivité du travail de l'homme. Il s'agit des machines, d'outillages, de bâtiments, et d'installations, etc... . Ces facteurs jouent un rôle important dans la croissance économique.
- **Le facteur travail ou humain :** la quantité et la qualité du travail de l'homme sont aussi déterminantes dans l'accroissement des richesses d'un pays.
La contribution quantitative de la population active dépend de son effectif, de la durée, et du nombre d'années de travail. Les périodes de fortes croissances économiques ont coïncidé avec une augmentation de la population active.
La contribution qualitative dépend de la productivité du travail qui, à son tour est liée à l'âge de la population active ; au niveau de formation et de qualification des actifs, aux conditions de travail. Par ailleurs, la culture et les traditions sont souvent accusées de frein à la croissance économique.
- **Les facteurs technologiques ou techniques :** le progrès technique désigne le processus général de développement et de perfectionnement des méthodes et des moyens de production destinés à maîtriser la nature par l'homme en réduisant de plus en plus l'effort humain.
Le progrès technique accroît considérablement la productivité du travail et constitue donc un facteur essentiel de la croissance et du développement économique.

Développement économique et développement durable :

Développement économique :

Définition : il correspond à la croissance économique accompagnée de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Cela suppose d'énormes transformations positives sur le plan économique, technique, social, mental, et culturel des populations. Ce développement a donc un aspect qualitatif et quantitatif.

Selon l'économiste Jean Fourastier (Français), IL Y A DEVELOPPEMENT LORSQUE L'HOMME VIT BIEN ; lorsque le coût de l'homme est couvert, ce qui signifie plus d'hôpitaux, plus d'écoles, de gratte-ciels, de restaurants, de super marchés, d'autoroutes, etc... afin de rendre plus agréable l'existence humaine.

Liens entre croissance et développement :

Il faut noter que la croissance et le développement économique sont deux phénomènes liés : ils peuvent être à la fois cause et conséquence l'un pour l'autre. Cependant, il peut y avoir croissance économique sans développement comme le cas de l'Afrique (avec une croissance de 5% en 2010 ; plus forte que celle des pays développés) ; mais il ne peut jamais avoir développement sans croissance économique au préalable.

Mesure du développement économique :

Le développement économique est mesuré par le PNB/hbts. C'est cet agrégat qui est utilisé par la Banque Mondiale pour la classification des pays. On a ainsi trois (3) groupes de pays :

- Les pays à faibles revenus dont le PNB/hbt est inférieur à 785 dollars en 1997.
- Les pays à revenus intermédiaires dont le PNB/hbt est compris entre 786 et 9655 dollars.
- Les pays nantis (développés) dont le PNB/hbt est supérieur à 9656 dollars.

Le développement durable :

Définition : en 1987 le « rapport Brundtland » de la commission mondiale pour l'environnement et le développement défini le développement durable comme étant « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Deux concepts sont inhérents à cette notion de développement durable. Il s'agit du concept de besoin, et du concept de l'environnement.

- **Le concept de besoin :** plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis (pauvres) à qui il convient d'accorder la plus grande majorité.
- **Le concept de l'environnement :** l'environnement doit être préservé pour répondre aux besoins actuels et à venir.

La stratégie de développement durable consiste à faire donc en sorte que les générations futures disposent les mêmes chances que celles dont les générations passées et actuelles ont disposé.

Les trinômes (3 dimensions) du développement durable :

- **La dimension économique :** elle permet de mettre en place une coopération internationale avec les pays en développement ; de lutter contre la pauvreté ; de modifier les modes de production et de consommation ; de favoriser le commerce équitable entre le Nord et le Sud, d'intégrer les paramètres de développement durable dans le processus de décision.

- **La dimension environnementale :** il s'agit de diminuer les rejets polluants dans l'atmosphère ; de lutter contre le déboisement, la désertification, et la sécheresse ; de protéger la biodiversité, les forêts et les montagnes ; de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement et de santé ; de protéger les océans, les fleuves, et les ressources halieutiques ; de promouvoir également les énergies renouvelables.
- **La dimension sociale :** elle vise à garantir l'accès à la santé et à l'éducation ; de lutter contre la pauvreté et la faim ; d'améliorer les conditions de vie ; de lutter contre l'exploitation des enfants ; de renforcer les groupes sociaux à travers les syndicats, les associations, et les ONG.

Le développement durable au Mali :

Le concept du développement durable fait son petit bonhomme de chemin. Dans le cadre des engagements internationaux pour un environnement meilleur, le Mali devait dès 2005 d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie nationale de développement durable. L'existence du **Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)**, puis du **Cadre Stratégique de la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR)** comme cadre unique de clarification macroéconomique, social, et culturel est sans doute une des raisons de cette situation. Le pays s'est déjà engagé dans la mise en œuvre des **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** et requiert leur intégration dans le CSCR. En somme, le développement durable doit être un compromis entre ce qui est techniquement possible, ce qui est socialement souhaité et souhaitable, ce que l'on juge économiquement intéressant, et ce qui est écologiquement acceptable et durable au lieu d'être fondu en une croissance économique qui n'est qu'un enrichissement pur et simple.

Quatre (4) principes fondamentaux gouvernent tout l'esprit du développement durable à savoir : les principes de pollueur-payeur ; l'utilisateur-payeur ; la précaution ; et la prévention.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Calcul de l'IDH :

Pour mesurer le développement économique durable, le **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)** a été amené en 1990 à remplacer le PNB/hbt (précédemment utilisé dans l'estimation du développement économique) par un nouveau indicateur qui prend en compte à la fois l'aspect quantitatif des richesses et l'aspect qualitatif du niveau de vie : il s'agit de l'IDH. L'IDH est composé de 3 éléments considérés comme essentiels dans l'estimation du bonheur de l'homme à savoir : le niveau du revenu par hbt (estimé PIB réel par hbt), l'alphabétisation, et l'espérance de vie à la naissance.

Chaque variable est notée de 0 (note minimale) à 1 (note maximale) ; puis on fait la moyenne des trois variables spécifiques.

La note minimale 0 est attribuée lorsque le pays dégage un PIB/hbt de 200 dollars, un taux d'alphabétisation des adultes de 0% (comptant pour 2/3) combiné au nombre moyen d'année de 0 (comptant pour 1/3), et une espérance de vie de 25 ans.

La note maximale 1 est attribuée lorsque le pays dégage un PIB/hbt de 5385 dollars, un taux d'alphabétisation de 100% (comptant pour 2/3) combiné au nombre moyen d'année d'étude de 15 (comptant pour 1/3), et une espérance de vie à la naissance de 85 ans.

MAXIMA ET MINIMA FIXES PAR LES COMPOSANTES DE L'IDH :

	MINIMA	MAXIMA
Espérance de vie	25 ans	85 ans
Alphabétisation des adultes (%)	0	100
Nbre moyen d'année d'étude	0	15
Revenu (PIB/hbt dollars)	200	5385

Formules :

$$\text{Indice (I)} = \frac{\text{Valeur Réelle} - \text{Valeur Minima}}{\text{Valeur Maxima} - \text{Valeur Minima}}$$

IDH=

$$\frac{\text{Indice espérance} + \text{Indice education} \left(\text{Alphabétisation} \times \frac{2}{3} + \text{Nbre moyen d'année d'étude} \times \frac{1}{3} \right) + \text{Indice R}}{3}$$

Classification des pays selon l'IDH : elle se fait comme suite :

- **IDH ≥ 0,800 : pays à développement humain élevé.**
- **0,500 ≤ IDH < 0,800 : pays à développement humain moyen.**
- **IDH < 0,500 : pays à développement humain faible.**

Les notions de croissance et de développement sont des notions dont la maîtrise est indispensable pour les stratégies économiques. Elles permettent aussi de comprendre les différents problèmes qui se posent aux hommes dans leurs actions quotidiennes ; mais leur estimation n'est pas facile. Même l'IDH aussi fait l'objet de critique.

- **Classification de quelques pays suivants l'IDH :**

<u>Pays</u>	<u>PNB/hbt en dollars</u>	<u>Rang</u>	<u>IDH</u>	<u>Rang</u>
MOZAMBIQUE	90	133 ^{ème}	0,379	168 ^{ème}
TCHAD	240	122 ^{ème}	0,341	173 ^{ème}
MALI	260	118 ^{ème}	0,333	174 ^{ème}
NIGER	200	128 ^{ème}	0,281	177 ^{ème}
BURKINA FASO	240	121 ^{ème}	0,31	175 ^{ème}

			7	
TOGO	330	111^{ème}	0,51 2	143^{ème}
CÔTE D'IVOIRE	690	87^{ème}	0,42 0	163^{ème}
AFRIQUE DU SUD	3400	45^{ème}	0,65 8	120^{ème}
ÎLES MAURICE	3800	40^{ème}	0,83 3	61^{ème}
GABON	4230	38^{ème}	0,63 5	133^{ème}
ROYAUME UNI	20710	15^{ème}	0,93 9	15^{ème}
ITALIE	20120	17^{ème}	0,92 4	18^{ème}
CANADA	19290	18^{ème}	0,94 9	5^{ème}
FRANCE	26050	11^{ème}	0,93 8	16^{ème}
Allemagne	28260	7^{ème}	0,93 0	20^{ème}
ETATS UNIS	28740	6^{ème}	0,94 4	9^{ème}
JAPON	37850	2^{ème}	0,94 3	10^{ème}
SUISSE	44320	1^{er}	0,94 7	7^{ème}
ISLANDE	36510	4^{ème}	0,96 1	1^{er}

Source : PNUD, Rapport mondial 2004

LES INSTRUMENTS D'ANALYSE STATISTIQUE

Les instruments d'analyse statistique sont au nombre de quatre (4) : les indices simples ; la part, le coefficient multiplicateur ; et les taux d'accroissement. Leur analyse permet de comprendre le langage des chiffres d'où l'allusion faite par leur signification ou interprétation.

Les indices simples :

Ils permettent d'interpréter l'évolution d'une grandeur. Ils sont obtenus à partir du rapport entre deux (2) valeurs d'une même grandeur. Ils sont calculés par rapport à l'année de base ou année de référence. Par convention, on affecte toujours l'indice 100 à l'année de base.

$$I = \frac{VA \text{ (Valeur d'Arrivée)}}{VD \text{ (Valeur de Départ)}} \times 100 \text{ ou } I = m \times 100 ; m = \frac{VA}{VD}$$

Le choix de l'année de base se fait de quatre (4) façons : le début de la période, au milieu de la période (ou période intermédiaire), la fin de la période, et l'année précédente.

Remarque :

- Bien que l'indice soit multiplier par 100 ; il n'est pas exprimé en %. On lit indice 98,05, indice 102, indice 110.
- L'indice retrace une évolution mais ne donne ni le volume, ni le niveau ; à partir des seuls indices, on ne peut dire qu'une grandeur est plus importante qu'une autre.
- En ce qui concerne le choix de l'année de base, les trois (3) premiers demeurent fixes alors que le dernier varie chaque année.
- **L'indice est dit simple ou élémentaire lorsqu'il ne porte que sur une seule grandeur.**

Exemple : le PIB d'un pays asiatique à évolué de la façon suivante :

Années	1992	1996	2000	2009
PIB (en Million de FCFA)	785	862,5	643	785

TAF : Transformer les données du tableau en indice simple selon le choix de l'année de base.

Solution :

Calcul avec le début d'année:

$$\text{Indice } \frac{92}{92} = \frac{785}{785} \times 100 = 100$$

$$\text{Indice } \frac{96}{92} = \frac{862,5}{785} \times 100 = 109,88$$

$$\text{Indice } \frac{00}{92} = \frac{643}{785} \times 100 = 81,91$$

$$\text{Indice } \frac{09}{92} = \frac{785}{785} \times 100 = 100$$

Calcul avec la fin d'année:

$$\text{Indice } \frac{09}{09} = \frac{785}{785} \times 100 = 100$$

$$\text{Indice } \frac{00}{09} = \frac{643}{785} \times 100 = 81,91$$

$$\text{Indice } \frac{96}{09} = \frac{862,58}{785} \times 100 = 109,88$$

$$\text{Indice } \frac{92}{09} = \frac{785}{785} \times 100 = 100$$

Calcul avec l'année précédente:

$$\text{Indice } \frac{92}{91} = -$$

$$\text{Indice } \frac{96}{92} = \frac{862,58}{785} \times 100 = 109,88$$

$$\text{Indice } \frac{00}{96} = \frac{643}{862,58} \times 100 = 74,55$$

$$\text{Indice } \frac{09}{00} = \frac{785}{643} \times 100 = 122,08$$

Années	1992	1996	2000	2009	Méthode de Calcul
PIB (en Million de FCFA)	100	109,88	81,91	100	Début d'année
PIB (en Million de FCFA)	100	109,88	81,91	100	Fin d'année
PIB (en Million de FCFA)	-	109,88	74,55	122,08	Année précédente

Interprétation :

Pour interpréter un indice, on se fixe toujours par rapport à l'indice de l'année de base qui est égal à 100. Ainsi :

- On a une augmentation lorsque $I > 100$
- On a une diminution lorsque $I < 100$
- On a une constante ou stagnation lorsque $I = 100$

Interprétation de l'exemple ci-dessus :

- **109,88** signifie que le PIB de ce pays asiatique a **augmenté** en **1996** par rapport à **1992**.
- **81,91** signifie que le PIB de ce pays asiatique a **diminué** en **2000** par rapport à **1992**.
- **100** signifie que le PIB de ce pays asiatique est en **constante ou stagnation** en **2009** par rapport à **1992**.

La part :

Définition : le pourcentage de la part est l'importance ou le poids d'une grandeur dans un ensemble donné. La part est exprimé en %, et sa formule est la suivante : $P = \frac{\text{Sous ensemble}}{\text{Ensemble}} \times 100$

Exemple : Il y a 54 élèves en TS ECO ; on compte 12 filles et 42 garçons. Calculez la part des filles et celle des garçons.

Solution :

Calculons les parts :

* **Garçons :** $\frac{42}{54} \times 100 = 77,77\%$

* **Filles :** $\frac{12}{54} \times 100 = 22,22\%$

Interprétation :

Le pourcentage de la part s'interprète à l'image de sa formule.

Nous construisons une phrase qui doit obligatoirement contenir « 100 » représentant l'ensemble ainsi que le chiffre à interpréter.

Interprétation de l'exemple ci-dessus :

- 22,22% signifie que sur 100 élèves en TS ECO, 22,22 sont des filles.
- 77,77% signifie que sur 100 élèves en TS ECO, 77,77 sont des garçons.

Le coefficient multiplicateur (m) :

Définition : Il mesure le nombre de fois par lequel une grandeur a été multipliée sur une période. Sa formule est la suivante : $m = \frac{VA}{VD}$

Remarque :

- Si $m > 1$, on dit que la grandeur augmente.
- Si $m < 1$, on dit que la grandeur diminue.
- Si $m = 1$, on dit que la grandeur est en stabilité ou en équilibre.

Exemple : considérons l'évolution d'IB sur la période de 1992-2010

Période	1992	2000	2010
Poids en Kg	40	50	90

TAF : A l'aide du coefficient multiplicateur (m), appréciez l'évolution du poids d'IB.

Solution :

$$m \frac{1992}{2000} = \frac{50}{40} = 1,2500$$

$$m \frac{1992}{2010} = \frac{90}{40} = 2,2500$$

$$m \frac{2000}{2010} = \frac{90}{50} = 1,8000$$

Interprétation :

- 1,2500 signifie qu'en 2000, le poids d'IB a été multiplié de 1,2500 par rapport à 1992.
- 2,2500 signifie qu'en 2010, le poids d'IB a été multiplié de 2,2500 par rapport à 1992.
- 1,8000 signifie qu'en 2010, le poids d'IB a été multiplié de 1,8000 par rapport à 2000.

Les taux d'accroissement (TAG & TAAM) :

On peut distinguer deux (2) types de taux d'accroissement :

- **Le taux d'accroissement global (TAG) :**

Exprimé en % ou en ‰, le TAG mesure l'évolution globale d'une grandeur sur une période donnée. Il est donné par la formule suivante : $\text{TAG} = \frac{VA - VD}{VD} \times 100$

Interprétation :

Son interprétation se fait de la manière suivante :

**De telle à telle année, la grandeur a augmenté (si TAG > 0) ; et diminué (si TAG < 0) de x%.*

Exemple : considérons l'évolution des exportations du Bénin.

Période	94	00	08
X en million de FCFA	19458,45	26789,68	15857,22

TAF : Calculez le TAG des exportations du Bénin sur la période 94-00 ainsi que celle de 94-08.

Solution :

$$\text{TAG}_{94/00} = \frac{26789,68 - 19458,45}{19458,45} \times 100 = 37,67\%$$

$$\text{TAG}_{94/08} = \frac{15857,22 - 19458,45}{19458,45} \times 100 = -18,50\%$$

Interprétation :

37,77% signifie que de 94 à 00, les X du Bénin ont augmenté de 37,77%.

-18,50% signifie que de 94 à 08, les X du Bénin ont diminué de 18,50%

- **Le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM) :**

Le TAAM donne une moyenne de la variation chaque année. Si le TAG donne une évolution globale sur la période, alors le TAAM donne une évolution annuelle sur la même période

mais cette évolution est fictive car elle ne correspond pas réellement au TAAM obtenu arithmétiquement.

Le TAAM est obtenu à partir des coefficients multiplicateurs (m). Pour avoir les résultats, on procède à l'extraction de la $\sqrt[n]{mg}$ (de la valeur mg = somme des m) à l'aide d'une calculatrice scientifique.

Formules du TAAM :

***Période ne comportant que deux (2) dates : TAAM = $(\sqrt[n]{m} - 1) \times 100$**

***Période comportant plusieurs dates : TAAM = $(\sqrt[n]{mg} - 1) \times 100$**

n = le nombre d'année sur la période. Il est obtenu en faisant la différence entre la dernière année et la première année (**n = A1 - A0**)

Interprétation :

Pour interpréter le TAAM, on dira que :

***De telle à telle année, la grandeur a augmenté en moyenne (si TAAM > 0) de x% chaque année.**

***De telle à telle année, la grandeur a diminué en moyenne (si TAAM < 0) de x% chaque année.**

Exemple : Soit l'évolution des importations d'un pays dénommé FOODLAND.

Période	1996 2002	2002	2008
M (en milliers de dollars)	8458	15789	6857

Calculez les TAAM des M du pays sur les périodes 1996-2002 ; 1996-2008. Puis interpréter.

Solution :

Calculons les TAAM : selon m

***P (1996-2002)**

n = 2002-1996 = 6

$$m = \frac{VA}{VD} = \frac{15789}{8458} = 1,8667$$

$$TAAM\ 1 = (\sqrt[6]{1,8667} - 1) \times 100 = 10,9632\%$$

***P (1996-2008)**

n = 2008-1996 = 12

$$m = \frac{VA}{VD} = \frac{6857}{8458} = 0,8107$$

$$TAAM\ 2 = (\sqrt[12]{0,8107} - 1) \times 100 = -1,7336\%$$

Interprétation :

***10,9632% signifie que : De 1996 à 2002, les M ont augmenté en moyenne de 10,9632% chaque année.**

***-1,7336% signifie que : De 1996 à 2008, les M ont diminué en moyenne de 1,7336% chaque année.**

Calculons les TAAM : selon mg

n = 2008-1996 = 12

$$mg = m_1 \times m_2 \times \dots \times m_i$$

$$m_1(1996-2002) = m_1 = \frac{VA}{VD} = \frac{15789}{8458} = 1,8667$$

$$m_2(2002-2008) = m_2 = \frac{VA}{VD} = \frac{6857}{15789} = 0,4342$$

$$mg = m_1 \times m_2 = 1,8667 \times 0,4342$$

$$mg = 0,8105$$

$$TAAM = (\sqrt[12]{0,8105} - 1) \times 100 = -1,7336\%$$

Interprétation : *-1,7336% signifie que : De 1996 à 2008, les M ont diminué en moyenne de 1,7336% chaque année.

Liens entre les différents instruments d'analyse statistique :

$$- \quad TAG = \frac{VA - VD}{VD} \times 100 = \left(\frac{VA}{VD} - \frac{VD}{VD} \right) \times 100 = (m - 1) \times 100; \frac{TAG}{100} = m - 1; m = \frac{TAG}{100} + 1$$

$$- \quad TAAM = \left(\sqrt[n]{\frac{VA}{VD}} - 1 \right) \times 100; \left(\sqrt[n]{m} - 1 \right) = \frac{TAAM}{100}; \sqrt[n]{m} - 1 = \frac{TAAM}{100} + 1; \left(m^{\frac{1}{n}} \right)^n = \left(\frac{TAAM}{100} + 1 \right)^n; m = \frac{TAAM}{100} + 1$$

$$- \quad TAG = (m-1) \times 100 = \left(\frac{TAAM}{100} + 1 \right)^n - 1 \times 100; \frac{TAG}{100} + 1 = \left(\frac{TAAM}{100} + 1 \right)^n; \frac{TAG}{100} + 1 = \left(\frac{TAAM}{100} + 1 \right)^n; \sqrt[n]{\frac{TAG}{100} + 1} = \frac{TAAM}{100} + 1; TAAM = \left(\sqrt[n]{\frac{TAG}{100} + 1} - 1 \right) \times 100$$

LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET SES CONSEQUENCES

L'évolution de la population mondiale :

L'évolution globale : Jusqu'au XVIIIème siècle, la population n'augmentait que très faiblement. En 1700, elle se chiffrait à 600 800 00 hbts. Mais depuis, elle va bondir. Durant trois (3) siècles (1700-2000), elle va se multipliée par x10 pour représenter en 2000, 6 122 000 000 hbts. Et elle compte franchir la barre des 10 milliards d'hbts d'ici l'horizon 2100. Cependant au fil du temps, ce bond de la population mondiale n'a pas été régulier, car le passé (1700 à 1900) il fallait deux (2) siècles pour que la population mondiale double (x2). Mais récemment, à partir de 1950, il suffit seulement 35 ans pour que la population mondiale connaisse de nouveau un doublement (x2). Cependant depuis les années 1960 à 1970, cette population connaît un ralentissement avec un TAAM de 1,5%.

Evolution par région : De façon générale, le poids démographique des pays en développement (PED) est élevé (80%) alors que celui des pays développés (PD) est faible (20%). L'Asie a été toujours le continent le plus peuplé mais son poids diminue dans la population mondiale (63,4%) en 1700 pour ne représenter que près de la moitié (49%) en 2100. L'Afrique connaît la plus forte croissance démographique, et elle devrait représenter 25% en 2100. Les pays développés voient leurs parts diminuées après avoir connu un maximum en 1950 (29,3%).

L'évolution de la fécondité dans le monde :

La fécondité est le nombre moyen d'enfants mis au monde par une femme. Elle est encore appelée l'indice synthétique de fécondité (ISF) ; indicateur conjoncturel de fécondité ; ou encore sonne des naissances réduites.

L'indicateur conjoncturel de fécondité est obtenu en additionnant les différents taux de fécondité par âge, et il reflète la fécondité du moment. Il est le nombre moyen d'enfants qu'une ou cent femmes mettraient au monde.

Si l'année considérée, les femmes passaient par tous les stades de la vie féconde. Partout dans le monde, nous constatons une baisse de fécondité. C'est alors un phénomène universel.

Dans les pays développés, plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse de la fécondité :

- **La baisse de la mortalité infantile :** cette mortalité ayant baissée pour garder désormais un certain nombre d'enfants, on en fait moins. C'est ainsi que le comportement de la natalité va aussi s'adapter à celui de la mortalité.

- **L'accroissement du niveau de vie** : les revenus étant suffisantes, les couples songeront à faire moins d'enfants.
- **La multiplication des biens et services à changer les mentalités** : les ménages font désormais un choix entre faire des enfants et posséder certains biens.
- **Les stratégies de l'ascension sociale** : faire peu d'enfants pour leur permettre d'accéder à un statut social supérieur. Exemple : voyages, études supérieures.
- **La diffusion des moyens contraceptifs.**

Dans les pays en voie de développement, les signes de baisse de la fécondité arrivent de toutes parts et varient selon les pays. Cette baisse est due :

- **A une politique antinataliste rigoureuse en Chine.**
- **Aux mesures de redistribution sociale accompagnées de politiques sanitaires aux Cuba, en Costa Rica, dans l'Etat Kerela en Inde.**
- **A une croissance économique forte en Corée du Sud et en Taiwan.**

Cette baisse de la fécondité est toujours corrélée à un développement de la scolarisation qui influe sur les mentalités traditionnelles des femmes en particulier ; les premières concernées.

Malgré une baisse importante enregistrée dans les pays en voie de développement (PED), la fécondité reste toujours élevée pour les raisons suivantes : les obstacles religieux (car les deux grandes religions monothéistes sont opposées à une quelconque réduction ou limitation des naissances), le rôle productif de l'enfant dans nos sociétés, l'assurance, la vieillesse, etc...

Parmi les indicateurs démographiques, on retient le taux de reproduction : c'est le nombre de filles qui serait mis au monde par une génération fictive. On l'obtient en multipliant l'indicateur conjoncturel de fécondité par 48,8% (la part des filles parmi les naissances). Ce taux de reproduction permet de se faire une idée sur le seuil de remplacement ou de renouvellement des générations.

Ainsi le renouvellement des générations est assuré à 2,1 enfants/femme dans les PD, et à 2,6/femme dans les PED.

La transition démographique dans le monde :

Elle est le processus au cours duquel une société passe d'un régime équilibré de taux de naissance et de mortalité élevé (régime démographique traditionnel) à un régime de basse natalité et mortalité (régime démographique nouveau ou moderne).

Elle se caractérise par deux (2) phases :

- **Dans la 1^{ère} phase** : la mortalité chute brusquement tandis que la natalité reste constante ; c'est à l'origine d'un important accroissement démographique appelé « explosion ou inflation démographique »
- **Dans la 2^{ème} phase** : la natalité diminue à son tour et rejoint ainsi la mortalité toute en la restant supérieure ($TN > TM$). Dans ce cas, on note un ralentissement de la population ou même une dépopulation (diminution de la population).

En définitive, nous pouvons dire que les pays développés (PD) ont achevé leurs transitions démographiques alors que la plupart des pays en voie de développement (PED) sont en pleine phase transitoire.

Cependant dans le second groupe de pays, certains n'ont pas encore entamé leurs transitions (Afrique Subsaharienne), tandis que d'autres comme la Chine et l'Inde à l'image des pays développés (PD) ont ou presque achevé leurs transitions.

Le vieillissement dans les pays développés :

- **L'évolution démographique :**

- **Natalité et mortalité :** De l'après-guerre (fin de la 2^{ème} guerre mondiale) jusqu'au milieu des années 1960, une reprise subite et prolongée de la natalité et de la fécondité va toucher l'ensemble des pays développés : c'est le Baby-boom qui durera près de 25ans et fournira la main d'œuvre importante des années 1970-1980. Ce comportement démographique s'explique par la fin de la guerre, c'est-à-dire les retrouvailles des couples après la guerre, la reprise économique, les structures sociales et familiales propices. A partir des années 1950, la natalité et la fécondité connaissent un net recul tandis que la mortalité se stabilise. Dans la plupart des pays capitalistes développés, le remplacement des générations n'est plus assuré. Par exemple, en 1993 en France, la fécondité était de 1,53 enfants/femme, 1,55 en Grande Bretagne, et 1,25 en RFA. En outre dans les pays développés, cette baisse de mortalité s'explique par le progrès de l'hygiène, le développement de l'instruction de la population (grâce à la révolution agricole). Les progrès de la médecine auraient d'avantage joués sur la réduction de la mortalité s'ils n'étaient pas postérieurs aux premières baisses significatives.
- **La structure par âge :** le poids des personnes âgées de 65ans et plus augmente régulièrement dans les pays capitalistes développés depuis 1960 (9,7%) et pourrait représenter 20 à 25% de la population mondiale en 2020. Certains pays comme la Suisse et la RFA, devaient compter plus de 28% au XXI^{ème} siècle. C'est le vieillissement démographique qui est un phénomène qui frappe les pays développés ; et se définit comme l'augmentation de la part des personnes âgées de 60 à 65ans et plus ans la population totale. Deux phénomènes sont à l'origine de ce phénomène de vieillissement qui sont : la baisse de la mortalité et la baisse de fécondité.

***La baisse de la mortalité :** elle entraîne le vieillissement si elle est enregistrée aux âges les plus élevés ; **c'est le vieillissement par le haut de la pyramide.**

***La baisse de la fécondité :** les jeunes étant moins nombreux, la base de la pyramide se rétrécit ; **c'est le vieillissement par le bas de la pyramide.**

- **Les conséquences du vieillissement démographique :**

- **Le bouleversement politique :** le vieillissement démographique est de nos jours une réalité dans les pays développés (PD) et plus tard leur population pourrait diminuer pour ne représenter que 10% de la population mondiale au XXI^{ème} siècle. Ainsi la suprématie politique et économique de ces pays risque de se retrouver remise en question. Une telle évolution peut ainsi engendrer de nouveaux flux migratoires en provenance des pays du sud.
- **Le bouleversement des systèmes de protection sociale :** A court terme, la baisse de la fécondité peut avoir des effets positifs tels que la diminution des allocations familiales, les moindres dépenses d'éducation. Cependant à long terme, deux (2) problèmes se posent :

***Le financement des retraites :** il existe deux (2) systèmes de financement des retraites :

.Le système de répartition : les cotisations sociales sont versées par les actifs qui financent les retraités du moment : c'est le système le plus répandu.

.Le système de capitalisation : chaque individu finance sa propre retraite en plaçant une partie de son salaire avec l'aide d'organisme spécialisée (entreprise d'assurance).

De nos jours, on se dirige vers un système mixte.

Le système de capitalisation est souvent présenté comme inégalitaire ; seules les personnes aisées peuvent se permettre d'y adhérer.

Le système de répartition présente deux (2) inconvénients : il est aussi injuste car la mortalité frappe différemment les individus selon leur catégorie socio-professionnelle ; il n'est plus adapté à la nouvelle structure de la population : en effet, le rapport des actifs sur inactifs (actifs/inactifs) se dégrade car il y a de plus en plus de retraités et de moins en moins de cotisants (Retraites > Actifs). Par exemple en 1950, on comptait 5 actifs pour 1 retraité aux USA contre 4 pour 1 en 1985 ; 6 pour 1 en 1985 contre 4 pour 1 en 2000 au Japon ; 2,5 pour 1 en 1975 contre 2 pour 1 en 2010 en France.

De plus, les pensions doivent être réévaluées et versées de plus en plus longtemps avec l'augmentation de l'expérience : avec la dégradation du rapport Actifs/Inactifs, le système de répartition est rendu difficile. Ainsi plusieurs solutions douloureuses sont envisageables tels que :

Reculer l'âge de la retraite (65 ans pour les hommes et 70 ans pour les femmes).

Augmenter le montant des cotisations versées par les actifs.

Augmenter la durée du paiement des cotisations sociales.

Diminuer le montant des pensions de retraites.

Développer le système de capitalisation.

***Les dépenses de santé :** l'entretien des personnes âgées coûtent énormément chère à la société que celui des jeunes : d'où un conflit de génération. En effet, ces personnes âgées nécessitent plus de soins médicaux et doivent se faire hospitaliser le plus souvent.

- **La société nouvelle :**

Une société dans laquelle le poids du 3^{ème} âge est de plus en plus élevé, peut être moins productive (la productivité est ascendante puis descendante avec l'âge). De plus, certains marchés sont délaissés (jouets, vêtements, pédiatries) et réorientés (loisirs, vacances organisés).

Entre autres conséquences, on peut citer la diminution de la population active, le développement du travail au noir du secteur associatif ainsi que celui du secteur de l'aide personnalisée aux personnes âgées (emplois d'infirmières, de lecteurs de journaux pour les personnes âgées à domicile).

L'explosion démographique et l'imminence du vieillissement dans les PED :

L'explosion démographique dans les pays en développement se caractérise par une fécondité qui demeure encore forte malgré le constat de sa baisse et une mortalité qui diminue. Dans les PED, la mortalité a fortement chuté depuis les années 50 du fait des progrès sanitaires et médicaux. Le maintien d'une forte natalité a entraîné une explosion démographique impressionnante (la population de l'Afrique a été multipliée par x4 entre 1950 et 2001). Actuellement, la mortalité est en

baisse dans la plupart des PED. Des pays comme la Chine ou les pays du Maghreb ont achevé leur transition démographique. Cependant, le nombre des naissances reste encore élevé en Afrique intertropicale, et dans les pays du proche orient. Les PED ont une population très jeune, ce qui peut causer des problèmes en matière de scolarisation et d'emploi. Par ailleurs, le vieillissement démographique a surtout été perçu comme un phénomène spécifique aux PD. Cette réalité n'est plus de mise aujourd'hui. Bien qu'encore peuplé d'une population très jeune, le monde en développement voit ses structures d'âges se transformer à une vitesse élevée ; ce qui laisse prévoir un rythme de vieillissement qui va être méontestablement plus rapide que celui des pays du Nord. En effet, c'est dans PED que les rythmes de croissance de la population âgée sont actuellement les plus élevés. En France, il a fallu 115 ans de 1865 à 1980 pour que la population de personnes âgées double : passant de 7 à 17% de la population totale. En Tunisie, la proportion actuelle des personnes âgées de 60ans et plus est de 9%. Le doublement de cette population est prévu en 2029. En 30 ans, la proportion passera de 9 à 18%. En Chine, ce phénomène ne devrait prendre que 27 ans de 2000 à 2027 ; la proportion des populations de 60 ans et plus passant de 10 à 20%.

Les thèses de la croissance démographique :

Deux thèses s'affrontent quant à l'influence de la croissance démographique sur le développement économique.

- La thèse nataliste ou thèse populationniste :
Cette thèse estime que la croissance démographique est facteur de développement économique.
- Les effets positifs sur la demande des biens et services, et d'investissements :
Dans une conjoncture économique favorable, une population nombreuse est un stimulant précieux à l'augmentation de la demande globale à travers l'augmentation de la consommation et de l'investissement. Les débouchés augmentent, le marché intérieur s'élargit, ce qui permet la réalisation d'économie d'échelle.
- Les effets positifs sur l'offre de travail : une population jeune et nombreuse permet de fournir une main d'œuvre abondante et bon marché. En plus, il faut reconnaître que les jeunes générations sont très souvent mieux formées, mieux qualifiées, et plus ouvertes à la modernité ; ce qui permet d'accroître leur productivité ; la distribution de nouveaux revenus ainsi que la création de nouveaux emplois.
- La thèse de la pression créatrice : selon certains économistes comme Dupreel et Esther Boserup, l'accroissement numérique est l'une des causes fondamentales du progrès sous toutes ces formes comme le disait le sociologue français du XVIème siècle Jean Bodin : « **il n'y a de forces et de richesses que d'hommes** ». Autrement dit, l'homme serait le dénominateur commun à toute création de richesses. L'économiste nord-américaine Esther Boserup confirme cette thèse en soutenant que plus la population est importante plus la production agricole sera élevée. En effet, face à un plus grand nombre de bouches à nourrir, l'homme sera obligé d'accroître sa production agricole en passant de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture intense (usage de technologie de pointe).
- La thèse antinataliste ou anti-populationniste ou encore malthusienne :

Elle affirme que l'accroissement démographique est un frein au développement économique.

- Pour le pasteur anglais Thomas Robert Malthus (1766-1834) : il y a un sérieux déséquilibre entre le rythme de croissance de la population et celui des substances, car la population augmente selon une progression géométrique (2,4,8,16) et devrait doubler tous les 25 ans ; tandis que les ressources ne croissent que suivant une progression arithmétique (2,4,6,8,10). Pour le Pasteur, cette faible progression est source de famine. Et selon le rapport des Nations Unis de 2004 : une personne meurt toutes les 4 secondes, 15 chaque minute, 24 000 chaque jour, et 30 000 000 chaque année dans le monde à cause de la fin.
- La surpopulation favorise l'épuisement des ressources naturelles (plus d'arbres à couper, plus d'animaux à abattre, plus d'énergies à consommer, plus de CO₂ = gaz carbonique, etc...).
- Une population nombreuse exige beaucoup d'investissements sociaux non productifs (hôpitaux, écoles, garderies d'enfants, routes, stades, logements, etc...).

Très souvent, ces investissements non productifs concurrencent la réalisation des investissements productifs ; surtout dans les PED où les ressources de l'Etat sont maigres.

- **L'explosion démographique alimente le chômage puisque l'économie n'a pas les moyens de créer autant d'emplois pour tout le monde.**
- Une population excessive provoque également l'accroissement du rapport de dépendance : $\frac{\text{Inactifs}}{\text{actifs}}$; ce qui se traduit par l'augmentation des parasites humains qui engloutissent une grande partie des ressources nationales.
En effet, il y a accroissement du PNB global, mais pas celui par tête d'habitants.

Les politiques démographiques :

La politique démographique est l'ensemble des mesures envisageables afin de corriger l'évolution de la population dont le niveau est soit trop élevé, soit trop faible.

- **Les politiques natalistes : ce sont toutes politiques qui tendent à favoriser les naissances. Après les années 1960 (BABY-BOOM), les politiques menées dans les PD sont largement incitatives. Pour encourager les couples à faire beaucoup d'enfants, l'Etat accorde des réductions d'impôts ou de primes tels que les allocations familiales.**
- **Les politiques antinatalistes : ce sont le contraire des politiques natalistes c'est à dire à défavoriser les naissances ou du moins les réduire. Le rythme de la croissance démographique étant trop élevé, la plupart des PED vont appliquer des politiques des politiques antinatalistes à partir des années 1960-1970. Les mesures sont plus ou moins autoritaires et vont de simples campagnes de sensibilisation, d'information, et de diffusion de moyens contraceptifs aux sanctions financières et sociales (cas de la Chine avec la politique de l'enfant unique dans les années 1970).**

Cependant, il semble que l'augmentation des revenus, et l'amélioration du niveau de vie sont le meilleur moyen de réduire la natalité.

- **Définition de l'explosion démographique :**

L'explosion démographique peut se définir comme étant l'augmentation rapide et démesurée de la population à tel point que celle-ci ne soit plus supportable par l'économie.

Les indicateurs démographiques :

1- L'équation fondamentale de la démographie :

La population au 31/12 (Pop 31/12)= Pop au 01/01 + SN + SM

SN (solde naturel)

SM (solde migratoire)

2- Le taux de chômage :

$$Tch = \frac{\text{Nbre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

3- Le taux d'activité global :

$$TAG = \frac{\text{Population active}}{\text{Population totale}} \times 100$$

4- Le taux d'activité masculin ou féminin :

$$TAM = \frac{\text{Effectif des hommes actifs}}{\text{Nbre total des hommes}} \times 100$$

$$TAF = \frac{\text{Effectif des femmes actifs}}{\text{Nbre total des femmes}} \times 100$$

5- L'effectif moyen de population :

$$EMP = \frac{\text{Nbre d'habts au 31/12} + \text{Nbre bts au 01/01}}{2}$$

6- Le taux brut de natalité :

$$TBN = \frac{\text{Naissances}}{EMP} \times 100$$

7- Le taux brut de mortalité :

$$TBM = \frac{\text{Décès}}{EMP} \times 100$$

8- Le taux d'accroissement naturel :

$$TAN = \frac{N - D}{EMP} \times 100 \text{ ou } TBN - TBM$$

9- Le taux de mortalité infantile :

$$TMI = \frac{\text{Nbre de décès d'enfants de moins de 1 an}}{\text{Nbre de naissances vivantes}} \times 1000$$

10- Le taux de fécondité :

$$TF = \frac{\text{Nbre de dnaissances}}{\text{Nbre de femmes âgées de 15 à 49 ans}} \times 1000$$

11- La charge des inactifs par actifs :

$$\text{Ch In/Act} = \frac{\text{Nbre d'inactifs}}{\text{Nbre d'actifs}}$$

12- Le taux d'accroissement global :

$$\text{TA.gl} = \frac{P1 - P0}{\text{EMP}} \times 1000$$

LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES DANS LES PAYS INDUSTRIALISES CAPITALISTES

L'expansion du capitalisme :

Définition du capitalisme :

Le capitalisme se définit comme un système économique basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Il est aussi un régime économique dans lequel les moyens de production et les entreprises appartiennent aux privés.

Il se repose sur la concurrence et la recherche du plus grand profit.

Les phases de concentration des entreprises :

Les premiers mouvements de concentration : Dans l'expansion du capitalisme, 3 (trois) phases vont se succéder dans le processus de concentration des entreprises :

- Une phase involontaire : elle correspond à la disparition des faibles entreprises ou défaillants à travers leur achat ou leur absorption par d'autres entreprises.
- Une phase volontaire : elle se traduit par le regroupement des plus puissantes entreprises en vue de renforcer leur position et résister à la crise.
- Une phase de multinationalisation : elle s'explique par l'élargissement de la taille des entreprises hors des frontières par une implantation à l'étranger en vue d'agrandir les parts de marché.

Par ailleurs, ces gigantesques vagues de concentration vont être favorisées par l'émergence des géants de la finance et de l'industrie dès le 19^{ème} siècle. Il s'agit de l'industriel allemand Schneider, du financier français Dupont des Nemours, l'industriel américain John Davidson Rock Feller, de la grande famille des banquiers d'origine allemande Rothschild, l'industriel allemand Alfred Krupp, l'industriel américain Henri Ford.

Quant aux modes de financement des entreprises, les industriels comptaient sur les capitaux personnels et l'autofinancement. Ils faisaient recours aux fonds personnels (entreprises individuelles) et aux sociétés de capitaux pour réduire les risques en cas de faillite (SA=Société Anonyme ; SARL=Société A Responsabilités Limitées ; SNC=Société des Noms Collectifs).

C'est-à-dire, à partir des années 1840-1850 que le rôle des banques et du marché financier s'intensifie. Le financement de l'économie va être facilité par l'émergence de grandes banques d'affaires qui sont souvent à l'origine de la création et de la gestion d'une société.

La concentration des entreprises depuis la fin de la deuxième guerre mondiale :

Après la deuxième guerre mondiale (1939-1945), les entreprises vont juger nécessaire de se regrouper pour devenir encore plus forte afin de mieux tirer profit des opportunités de l'après-guerre **(les 30 glorieuses) = les 30 ans de gloire des PD**. Pour cela, plusieurs modalités et stratégies sont envisageables : pour agrandir sa taille en bénéficiant de l'arrivée d'autres entreprises en son sein, une entreprise peut utiliser les modalités suivantes :

- **La fusion** : Deux entreprises s'associent pour ne donner qu'une seule.
- **L'absorption** : Une entreprise avale une autre plus petite et la fait disparaître.
- **La participation** : Une entreprise détient une partie du capital d'une autre. Si le montant du capital détenu par l'entreprise est :
 - ***Montant < 10% : c'est un placement.**
 - ***Montant ≥ 10% mais < 50% : c'est une participation.**
 - ***Montant > 51% : c'est une prise de contrôle.**

Pour le choix du type d'entreprise avec laquelle elle va se marier, une entreprise peut envisager les stratégies suivantes :

- **La croissance interne** : pour agrandir sa taille, l'entreprise réinvestit ses bénéfices réalisés.
- **La croissance externe** : afin d'être encore plus grande, une entreprise peut racheter d'autres entreprises en tenant compte de ses aspirations.

La concentration des entreprises depuis la crise des années 1970 :

Après un fort mouvement de concentration des années 1945-1970, le processus de concentration s'est quelque peu ralenti. On revient aux vertus des PME (Petites et Moyennes Entreprises). La raison est que la petite taille semble plus flexible et permet une adaptation plus rapide de la conjoncture, d'où le slogan « **Small is beautiful** ». En effet, la structure des PME est plus légère, l'ambiance conviviale et les nouvelles technologies ne nécessitent plus la grande taille.

Le déclin des secteurs d'activités et la tertiarisation :

Le déclin de l'agriculture et de l'industrie à la tertiarisation :

Un secteur désigne l'ensemble des entreprises exerçant la même activité principale.

On distingue généralement trois (3) secteurs d'activités :

- **Le primaire** (agriculture)
- **Le secondaire** (industrie)
- **Le tertiaire** (les services = commerce et transport)

Ces trois (3) secteurs d'activités ont connu la même évolution dans les PD mais avec quelques petits décalages :

- La part de l'agriculture diminue dans la production pour ne représenter que 2 à 4% du PIB ou de la VA (valeur ajoutée) : **c'est le déclin de l'agriculture.**
- L'industrie dans un premier temps, a pris la relève du secteur primaire. Mais depuis les années 1970-1980, sa part dans le revenu national chute fortement en passant de 40 à 35% du PIB : **c'est le déclin de l'industrie.**
- Les services à leur tour enregistrent un développement continu ? leur part représente 66% de la production nationale et emploient 70% des actifs : c'est la tertiarisation.

Les facteurs expliquant l'évolution des secteurs d'activités :

L'évolution sectorielle s'explique par l'accroissement de la productivité.

La productivité désigne le rapport entre la production et les facteurs de production de l'obtenir.

Elle mesure la quantité des biens et services que peut fournir un facteur par unité de temps.

La productivité du travail (PPM_L) produit par une unité de temps et du capital (PPM_K) s'écrivent respectivement : $PPM_L = \frac{PPT}{Q_L}$; $PPM_K = \frac{PPT}{Q_K}$

Le passage du secteur primaire au secondaire, puis du secondaire au tertiaire a été provoqué par l'augmentation rapide de la productivité. En effet, les gains de productivité d'abord obtenus dans l'agriculture ont permis de libérer de la main d'œuvre agricole et d'accroître les revenus agricoles. Il y a eu donc un transfert de la main d'œuvre agricole vers le secteur industriel. En plus l'augmentation des revenus des paysans va entraîner la hausse et la diversification de leur demande en produits manufacturés, en textiles, et en mécanisation dont l'industrie va profiter pour développer ses activités (LOIS D'ENGEL). Le même phénomène s'est reproduit dans le secteur secondaire quand les gains de productivité y sont apparus. En effet, le développement de l'industrie va créer en son sein un encombrement qui l'amènera à délaisser certaines de ses activités au profit du tertiaire qui était à ses débuts. Il s'agit des activités tels que : la publicité, la gestion, la comptabilité, l'entretien des machines, le gardiennage, etc.... cependant malgré l'essor du tertiaire, le même phénomène apparu dans l'agriculture et dans l'industrie, a du mal à se reproduire dans les services car l'augmentation de la productivité n'est pas aussi intense dans le tertiaire que dans les deux (2) secteurs précédents.

Analysons à présent les effets de l'accroissement de la productivité :

- **La hausse de la productivité entraîne donc celle de la production des bénéfices et des salaires ; et réduit le temps de travail, l'effectif des travailleurs, et les prix.**

Les trente (30) glorieuses :

- **Les caractéristiques des trente (30) glorieuses :** De 1945 à 1973, la plupart des pays capitalistes développés ont connu une croissance de la production et de la productivité sans précédent. En moyenne, le taux de croissance du PIB se chiffrait à 5% / an. C'est surtout le Japon et la RFA, tous vaincus de la 2^{ème} guerre mondiale qui ont enregistré la plus vigoureuse croissance avec un taux de croissance respectivement de 9,7 et 6,0%. On est même allé jusqu'à dire parler de miracle allemand : cette période faste a été qualifiée de « 30 glorieuses » selon l'économiste français Jean Fourastier. La croissance va ainsi s'accompagner dans tous les pays industrialisés capitalistes (PIC) d'un réel développement et une amélioration des conditions de vie.
- **Les méfaits de la croissance économique :** la croissance économique et l'écologie ne font pas bon ménage. En effet, la croissance économique occasionne très souvent de gaspillages de ressources naturelles, de pollutions, de dégradation de l'environnement. Selon le rapport de février 2007 des experts du climat, le réchauffement climatique va s'accroître tout au long du XXI^{ème} siècle avec l'augmentation de la température terrestre de 4°C associé à l'élévation du niveau des mers de plus de 60 cm. Depuis quelques décennies, certaines voix s'élèvent pour instaurer une croissance verte c-à-d inoffensive. Cependant les solutions pour une croissance verte sont excessivement coûteuses (droit de pollution, principe du pollueur-payeur, voiture électrique, avion solaire, ...). Vu l'état désastreux de l'environnement, certains écologistes sont même allés jusqu'à réclamer la croissance 0 et la remise en cause de la logique productiviste.

Les facteurs explicatifs des 30 glorieuses dans les pays industrialisés capitalistes (PIC) :

- **L'abondance de main d'œuvre :** comme précédemment étudié, l'abondance de la population peut être un moteur de la croissance économique. Le « Baby-Boom » de l'après-guerre dans les PIC a contribué significativement à l'accroissement de la population active mieux formée, mieux qualifiée avec une productivité du travail beaucoup plus intense.
- **L'investissement et le progrès économique :**
***Définition et évolution de l'investissement :**
 L'investissement souvent désigné la FBCF, est l'acquisition des moyens de production permettant de maintenir ou d'accroître la capacité de production.
***Les différents types d'investissements :**
 On distingue généralement trois (3) sortes d'investissements selon leur nécessité :
 - **L'investissement de remplacement :** il est destiné à remplacer le matériel déjà amorti par l'identique (le matériel du même modèle et de même capacité).
 - **L'investissement de capacité :** il est effectué pour augmenter le stock de capital fixe existant.
 - **L'investissement de productivité ou de modernisation ou encore de rationalisation :** il s'agit d'acquérir un nouveau capital fixe qui contient plus de progrès techniques. Dans ce cas, on peut distinguer l'investissement de productivité matériel et l'investissement de productivité immatériel (invention et innovation).

Les déterminants de l'investissement :

Quatre (4) raisons poussent les entreprises à investir :

- **La demande anticipée** : elle désigne les commandes des biens et services adressées à une entreprise. Si l'entreprise prévoit une augmentation durable de ses commandes, elle va être incitée à accroître ses capacités de production ; donc à investir surtout dans les nouvelles machines : il s'agit du principe de l'accélérateur. Ainsi l'investissement sera donc très sensible à toute variation de la demande. Cependant, toute augmentation de la demande anticipée ne se traduira pas forcément par un nouvel investissement : tout va dépendre du taux d'utilisation des machines et des stocks constitués.
- **La rentabilité escomptée** : l'objectif majeur de toute entreprise capitaliste est la réalisation de profit important. Dès lors, l'entreprise serait incitée à investir lorsque l'investissement est supposé rentable c'est-à-dire quand il permet de rapporter plus qu'il n'a coûté. On utilise aussi parfois l'indicateur de profitabilité avant de réaliser un investissement. Dans ce cas, le taux de rentabilité noté « r » doit excéder le coût réel des emprunts noté « i » c'est-à-dire $r \geq i$. on parle alors de l'effet levier de l'endettement (condition favorable à l'endettement).
- **La situation financière ou le rôle du profit** : elle correspond à la réalisation de profit par l'entreprise qui se trouve déjà dans une situation financière saine. Ainsi plus les bénéfices sont importants, plus l'entreprise a recours à l'autofinancement (en utilisant ses fonds propres), et plus sa capacité d'emprunt est importante (les banques lui font confiance). C'est dans ce contexte que l'ex chancelier allemand Helmut Schmidt soutient à travers sa célèbre formule que : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, et l'emploi d'après-demain ». Ainsi face à un profit important, une entreprise peut effectuer plus d'investissement capable de créer des emplois. Cependant face à un profit important, une entreprise peut aussi décider de ne pas investir ; donc de ne pas créer d'emplois car elle peut utiliser ses produits pour deux (2) raisons :
 - * Rembourser ses dettes ou se désendetter.
 - * Effectuer la spéculation financière en plaçant ses profits sur les marchés financiers où les taux d'intérêts sont rémunérateurs.
 Toujours en contradiction avec Helmut Schmidt, quand bien même les profits réalisés sont réinvestis par l'entreprise ; il se peut qu'il n'y ait pas de création d'emplois car tout investissement ne crée pas d'emplois.
- **Comparaison entre coût relatif au travail et du capital** : dans un régime capitaliste, l'entreprise choisit toujours la combinaison productive optimale c'est-à-dire celle qui est moins coûteuse et plus efficace. Dans ce contexte si le coût du travail est relativement plus élevé que celui du capital ; alors l'entreprise décidera d'acheter des nouvelles machines, donc investir au lieu d'embaucher.

Liens entre investissement et croissance économique :

L'investissement occupe une place prépondérante dans l'activité économique car il transforme les conditions de l'offre des biens et services ; et est l'une des composantes de la demande globale.

- a- **L'investissement est une composante de la demande globale** : la demande exprime l'ensemble des besoins de l'économie en biens de consommations, d'investissements, et d'exportations. Ainsi toute augmentation du niveau de l'investissement se traduira par l'accroissement de la demande globale de la production et du revenu national. D'ailleurs à en croire au principe du multiplicateur d'investissement de Keynes ; le revenu national va

augmenter plus que proportionnellement à l'augmentation initiale de l'investissement (par exemple : avec une propension moyennes à consommer (PmC) = 0,8, un investissement supplémentaire de 100f dans l'économie augmenterait le revenu national de 500f). en période de crise économique et de chômage, Keynes préconise une intervention de l'Etat afin de rehausser le niveau de ses dépenses publiques et de ses investissements. Cela aurait un impact bénéfique sur l'enrichissement.

- b- **L'investissement transforme les conditions de l'offre :** les conditions de l'offre désignent les conditions de production des biens et services. L'amélioration des conditions de l'offre nécessite l'accroissement de la productivité et des innovations qui sont incarnés par l'investissement. L'investissement de productivité intègre les dernières nouveautés du progrès technique et permet à la production d'aller plus vite. Quant à l'innovation, elle est source fondamentale du progrès technique. Elle se définit comme l'application des inventions et des découvertes dans le processus de production. Elle peut prendre plusieurs formes telles que l'innovation du produit, l'innovation du procédé de fabrication, et l'innovation dans l'organisation du travail. Selon Joseph Aloïs Schumpeter, l'innovation serait à la base de la croissance économique ; et du cycle Kondratieff, car elle permet de réaliser des gains de productivités importantes. Dans sa théorie du cycle des affaires, les innovations arrivèrent par vague successif. L'innovation peut être le fruit du hasard. Mais de nos jours, elle est le fruit de longues et coûteuses recherches. Ces recherches pèsent lourdement dans le PIB des PIC. En effet, estimé par la DIRD (dépenses internes de recherches et de développement), les recherches s'élevaient par exemple à 100 milliards de francs français en 1985. Le Japon consacre la part la plus importante du PIB aux dépenses de recherches (environ 3%) suivi de la RFA et des Etats-Unis. La nature des recherches est différente d'un pays à l'autre. La recherche peut être civile ou militaire, privée ou publique.
- **Le progrès technique :** il désigne le processus général de développement et de perfectionnement des méthodes et des moyens de production destiné à maîtriser la nature par l'homme en réduisant de plus en plus l'effort humain. Il entraîne des gains de production et de productivité importants ; et constitue un facteur essentiel de la croissance et du développement économique. Le progrès est représenté par l'investissement de productivité. Ce dernier correspond à l'augmentation du stock de capital en incorporant des machines plus modernes dotées de la dernière technologie.
- **Liens entre investissement, progrès technique, et emploi :** dans une économie, le niveau de l'emploi dépend très fortement de la nature de l'investissement :
 - * L'investissement de remplacement n'a aucun effet sur le niveau de l'emploi. Il est neutre c-à-d qu'il ne supprime, ni ne crée des emplois. Il les sauvegarde seulement.
 - * L'investissement de capacité a un effet positif sur l'emploi, car sa réalisation crée des emplois.
 - * L'investissement de productivité a des effets plutôt ambigus car à court terme, il y a forcément suppression d'emplois (la machine se substitue à l'homme) ; et à long terme, il y a possibilité de création d'emploi à travers la baisse du prix de vente des produits et la hausse des profits (économie d'échelle). Mais de nos jours, les nouveaux emplois créés nécessitent plus de qualifications. De façon générale, pour connaître l'influence du progrès technique sur

l'emploi, il faut comparer les taux de variation de la production et de la productivité. Si la productivité croît plus vite que la production, il y aura diminution des effectifs employés.

La crise économique :

- a- **Définition :** De façon générale, la crise est le déséquilibre entre l'offre et la demande provoquant la détérioration de l'activité économique. Mais au sens strict, la crise est le retournement brutal de la conjoncture (situation économique d'un pays) avec une phase d'expansion suivie d'une phase de dépression.
- b- **Les différents types de crise :**
Les crises précapitalistes : elles se caractérisent par deux (2) types de crise :
 - **Les crises d'anciens régimes :** ce sont des crises de sous productions ayant pour origines les mauvaises récoltes provoquées par des catastrophes naturelles et sociales (inondations, sécheresses, guerres, etc...). ce type de crise datant de 1700 à 1800 disparaissait de lui-même à la suite de bonnes récoltes.
 - **Les crises mixtes :** De 1800 à 1890, les économies précapitalistes ont été touchées par des crises mixtes associant les crises d'anciens régimes aux crises industrielles et boursières caractérisées par des faillites bancaires et d'entreprises. A partir de 1870, on assiste à l'apparition de nouveaux types de crises appelés « crises modernes ».
 - **Les crises modernes :** elles sont surtout des crises de surproduction, de krachs boursières, et des faillites bancaires qui reviennent régulièrement.

La crise financière :

- a- **Définition :** La crise financière peut être définie comme étant un période d'instabilité et de déficits financiers qui touche les marchés boursiers et les marchés de crédits d'un pays ou d'un groupe de pays. La crise financière de 1929 caractérisée par des krachs et des faillites financières, fait date dans l'histoire du capitalisme. Cependant, depuis quelques années, les dernières crises financières en date sont celles des subprimes (fameux crédits octroyés par les banques) aux Etats-Unis, et celle de la dette souveraine en Europe.
- b- Les causes de la crise des subprimes et de la dette souveraine :
 - **Les causes de la crise des subprimes aux Etats-Unis :** Pour éviter une crise économique dans les années 1990, la banque centrale américaine « Fed » (Federal reserve bank) a maintenu « dopée » la croissance économique par l'injection massive et régulière de liquidités dans l'économie américaine. Cette politique monétaire menée par Alan Greenspan (qui a été à la tête de la Fed pendant près de 17 ans) par le biais (intermédiaire) d'un maintien à un niveau bas des taux d'intérêts a alimenté l'explosion des prix des actifs sur les marchés financiers et favorisé les comportements spéculatifs sur une abondance des liquidités. Elle (politique monétaire) a entretenu de plus une fuite en avant dans le soutien à une croissance reposant pour une bonne part sur une consommation artificiellement gonflée par le crédit (le taux d'épargne des américains est nul voir négatif). Ainsi certains financiers américains en sont venus à offrir à des ménages pauvres à la solvabilité fragile (chômeurs, mères célibataires, travailleurs immigrés, ...) des prêts les incitant à devenir propriétaire de leurs logements : ce sont les fameux crédits. L'opération paraissait pouvoir être rentable pour les organismes prêteurs, car ces prêts étaient à taux variables et garantis par des hypothèques. Au pire, dans

le contexte d'une hausse soutenue des prix de l'immobilier ; tout défaut de paiement était synonyme en fait d'une plus-value potentielle pour celui qui mobiliserait l'hypothèque. Mais on disait aisément que tout cela reposait sur un pari implicite ; celui d'un maintien durable de l'envolée des prix de l'immobilier sur le marché. Par ailleurs, dans un climat d'euphories collectives des marchés financiers, les banques ont eu abondamment recours à la technique dite de « titrisation » consistant à retirer de leur bilan ces prêts immobiliers à hauts risques pour les transformer en un produit financier. Les banques qui se sont refinancées entre elles par l'intermédiaire de ces produits, se sont retrouvées piéger car les titres acquis avaient perdu une grande partie de leur valeur ; en plus ils (les titres) étaient irrécouvrables (insolvables, endettés). Dès l'été 2007, la défaillance a commencé à s'installer sur le marché interbancaire et s'est généralisée de fil en aiguille. Les banques cessant de se prêter des liquidités entre elles, même à court terme. Ces difficultés de financement des banques provoquent des faillites bancaires, et mettent en mal l'activité de crédits à l'adresse des entreprises, et des particuliers en faisant planer le risque d'un tarissement massif du crédit qualifié de « crédit crunch ». c'est à cause de ce phénomène de « crédit crunch » que l'économie réelle (ou l'économie de la production) surtout l'industrie automobile (General Motors, Chrysler, Jeep) plonge dans un cycle de récession. La crise immobilière se transforme alors en crise financière avant de devenir une crise économique.

- **Les facteurs explicatifs de la crise de la dette souveraine en Europe :** L'une des principales causes de la crise de la dette souveraine en Europe réside dans la création de la zone euro UEM (Union Economique et Monétaire) en l'absence d'une plus grande intégration politique. La préparation de l'euro s'est effectuée dans un contexte de conjonction d'une politique monétaire commune avec des politiques budgétaires décentralisées et non coordonnées. Les Européens espéraient qu'une fois l'Euro lancé ; les éléments d'une zone monétaire optimale se mettraient en place ; cela n'a pas été le cas. La baisse des taux consécutifs ou transfert de crédibilité de la Bundesbank à la BCE (Banque Centrale Européenne) a au contraire stimulé l'endettement soit privé (Espagne, Irlande), soit public (Grèce). En effet de 1998 à 2011, le poids de l'endettement public dans le PIB de ces pays européens est passé de 60 à 100% pour le Portugal, de 60 à 112% pour l'Irlande, de 75 à 78% pour l'Espagne, de 98 à 138% pour la Grèce. Compte tenu du poids important des charges de cet endettement dans les recettes publiques, le remboursement s'avère difficile, voire impossible ; **d'où une crise financière dont les conséquences sont apocalyptiques pour la survie de l'Euro.**

Les cycles économiques :

- a- **L'analyse de Schumpeter :**
Un économiste autrichien du nom de Joseph Aloïs Schumpeter (1883-1950) a réussi à faire la synthèse des différents cycles de crises modernes interprétée par l'américain Joseph Kitchin, le français Clément Juglar, et le russe Kondratieff.
- **Un cycle court ou cycle de Kitchin :** il a une durée de 2 à 3 ans, et est lié au stockage et au déstockage c'est-à-dire l'adaptation de la demande à la production (problème lié à la gestion des stocks).
- **Un cycle moyen ou cycle de Juglar :** il a une durée de 8 ans en moyenne dont 4 ans d'expansion, et 4 ans de dépression. Il découpe l'activité économique en quatre (4) phases :

- **Une phase d'expansion :** elle est caractérisée par la hausse de tous les indicateurs économiques tels que la production, la consommation, les profits, les investissements, les salariés, et les prix sauf le chômage qui est faible.
- **Une phase de crise :** elle est déclenchée par une faillite retentissante qui sème la panique.
- **Une phase de dépression :** où les indicateurs précédemment chutent ; à l'exception du chômage qui grimpe.
- **Une phase de reprise de l'activité :** l'économie est purgée (assainie, propre), et repart sur des bases solides.
- **Un cycle long ou cycle de Kondratieff :** ce cycle dure 50 ans, et se décompose en deux (2) phases :
 - **Une phase d'expansion ou phase A :** durant 25 ans en moyenne, les indicateurs tournent à la hausse notamment la production.
 - **Une phase de dépression ou phase B :** dans environ 25 ans, les indicateurs qui étaient à la hausse chutent.

Par ailleurs, selon le long terme (cycle Kondratieff), le « TRIEND » ou tendance séculaire de la production est orientée à la hausse.
- b- **Le rôle des crises :**
Pour les Marxistes, la crise est obligatoire dans le système capitaliste. Elle en est sa respiration, et lui permet de repartir de plus belle jusqu'à la crise ultime qui devrait être fatale au système capitaliste.

Les politiques de lutte contre la crise :

Pour lutter contre les crises, les pouvoirs publics élaborent et mettent en œuvre des politiques économiques.

La politique économique désigne l'ensemble des moyens mis en œuvre par les autorités publiques afin d'atteindre certains objectifs concernant la situation économique.

Pour mieux atteindre ces objectifs, les autorités utilisent des instruments :

- 1- **Les instruments de la politique économique :**
 On distingue deux (2) types de politique économique qui sont : la politique économique conjoncturelle et la politique économique structurelle.
 - a- **La politique conjoncturelle (ou politique à court terme) :** A court terme, on distingue la politique budgétaire, fiscale, monétaire, et externe.
 - **La politique budgétaire :** Le budget de l'Etat est composé de dépenses publiques et des prélèvements peuvent être utilisés dans le cadre d'une politique de relance de l'activité économique (demande global et emploi) ; et d'une politique de rigueur pour combattre l'inflation. Dans le cadre de la **politique budgétaire de relance de la demande et de l'emploi**, l'Etat augmente ses dépenses publiques (salaires, investissements), diminue ses prélèvements (impôts, taxes, cotisations sociales) ou utilise ses déficits budgétaires afin d'accroître le pouvoir d'achat des consommateurs et les profits des producteurs pour relancer la demande et l'emploi. Dans le cadre de la **politique budgétaire de rigueur**, l'Etat fait volte-face en diminuant ses dépenses publiques et

en augmentant ses prélèvements d'où le contraire de la politique de relance dans le cadre de ralentir l'activité économique pour combattre l'inflation.

- **La politique fiscale :** La théorie de l'économie de l'offre (biens et services) sous l'appellation anglaise de « Supply Side economics » a comme chef de file Arthur Laffer. C'est une théorie qui s'intéresse à la production des biens et services et non à la consommation. Pour ce courant de pensée économique, il existerait deux (2) niveaux de taux d'impositions qui donnent le même volume de recettes fiscales à l'Etat (taux acceptable de 0 à 50%, et aux dissuasifs de 50 à 100%).

Selon cette théorie, « trop d'impôts tue l'impôt ». En effet, une trop forte imposition (taux > 50%) est dissuasive, car elle réduit les rentrées fiscales en décourageant l'activité (le travail) ; et en encourageant la fraude fiscale, et le travail au noir. Dès lors la diminution de l'impôt (taux < 50%) est préalable dans la mesure où elle peut relancer l'activité sans pour autant générer des baisses de recettes pour l'Etat. Et donc sans provoquer de déficits budgétaires.

- **La politique monétaire :** A travers la masse de la monnaie, les autorités publiques peuvent également mener une politique expansionniste ou une politique restrictive.

Dans le cadre de la politique monétaire expansionniste, pour soutenir la demande, les autorités augmentent la quantité de monnaie (planche à billet), accroissent la liquidité dans des banques commerciales (en diminuant les taux d'escomptes et de réserves obligatoires), facilitent l'octroi des crédits aux producteurs et aux consommateurs (en baissant les taux d'intérêts, en pratiquant « **l'open market** »).

Quant à la politique monétaire restrictive destinée à refroidir la machine économique et lutter contre la hausse des prix, les autorités peuvent assécher la masse monétaire (en augmentant les taux d'escomptes, les réserves obligatoires, les taux d'intérêts, en procédant à l'encadrement de crédits, et à l'open market).

- **La politique externe (ou taux de change) :** A l'aide de la valeur de la monnaie nationale attribuée par les autorités publiques, un pays entraînant des relations commerciales avec l'extérieur peut aussi relancer la compétitivité de ces entreprises nationales ou relancer les exportations du pays.

La politique de relance et la politique de rigueur ou d'austérité ; on les dénomme sous l'appellation anglaise « **stop en ago** ».

b- **La politique structurelle (ou politique à long terme) :** A long terme, on distingue la planification, la politique industrielle, et la politique des revenus.

- **La planification :** Pour orienter les décisions d'investissements des entreprises privées afin d'accroître son développement, l'Etat peut élaborer des plans directifs, des stratégies des pistes. Dans les économies capitalistes et mixtes, cette planification est indicative, car son application n'est pas obligatoire. Par contre, dans les économies sociales (par exemple l'ex URSS), la planification est impérative, car elle a un caractère contraignant.
- **La politique industrielle :** Dans le souci de contrôler les secteurs clés de l'économie, lutter contre le monopole, constituer une vitrine sociale, orienter les décisions d'investissements des entreprises, l'Etat peut procéder à la nationalisation des entreprises privées pour contrôler les secteurs clés ; l'Etat peut aussi accorder des subventions pour lutter contre le monopole, et favoriser la promotion des investissements.

- **La politique des revenus :** Pour corriger certaines inégalités sociales de manière plus efficace, relancer la machine économique, lutter contre l'inflation ; l'Etat peut adopter une politique des revenus visant à augmenter la part des salaires et des profits dans la valeur ajoutée des entreprises. L'Etat peut aussi rendre flexible certains prix afin d'améliorer les pouvoirs d'achats.

En plus de ces politiques conjoncturelles et structurelles, il existe aussi des politiques à la fois budgétaires et monétaires appelées « politiques mixtes ». Ces politiques mixtes agissant en sens inverse font alterner la politique de relance et de rigueur.

Le marché du travail :

Définition :

Le marché du travail est le lieu où se confronte l'offre et la demande du travail, l'offre et la demande d'emploi.

- L'offre du travail (ou demande d'emploi) émane des ménages.
- La demande de travail (ou l'offre d'emploi) est exprimée par les entreprises.

L'évolution du marché de travail :

Après la seconde guerre mondiale, le marché du travail était unifié et masculinisé. Il existait un modèle unique de marché durant les « 30 glorieuses » qui offrait des emplois typiques à une population active fortement masculinisée. Mais à partir de la crise des années 70, 80, le marché du travail va être fortement touché par des multiples transformations dans les PD à économie de marché (PEM). Désormais, les maîtres mots sont : segmentation du marché, précarisation de l'emploi, féminisation de l'emploi, flexibilité du travail.

Les déterminants du marché du travail :

Le marché du travail est régi par l'offre du travail, la population active, et la demande du travail. Dans le cadre de la relance de la compétitivité des entreprises nationales, l'Etat peut réévaluer sa monnaie en rendant les productions nationales de plus en plus chères pour les étrangers afin de pousser les entreprises nationales à faire des efforts de productivité. Mais l'inconvénient de cette politique est la possibilité de contraction des exportations du pays. Quant à la relance des exportations, l'Etat peut dévaluer sa valeur vis-à-vis des étrangers afin de les attirer vers les productions nationales et stimuler ainsi les exportations.

- 1- **L'offre du travail :** l'offre du travail est le fait des ménages. Plusieurs facteurs jouent positivement et négativement sur le volume de ces ménages disposés à travailler : il s'agit de la démographie pure (natalité et mortalité), de la migration (émigration, immigration), du nombre d'enfants en charge, de la scolarité (durée des études), de l'âge de la retraite, de l'éloignement du domicile du lieu de travail.
 - 2- **La population active :** impulsée par la démographie pure, la population active n'a jamais cessé de croître dans les pays industrialisés capitalistes (PIC) depuis les années 1960. Cependant, elle est soumise à d'énormes transformations :
- **La tertiarisation :** le développement des services permet de créer beaucoup d'emplois surtout à temps partiel qui occupe désormais l'excédent de main d'œuvre dégagé dans les

secteurs primaires et secondaires. Ces emplois en raison de leur simplicité (commerce, secrétariat, santé) attirent plus les femmes. C'est ça qu'on appelle la féminisation du travail.

- **La féminisation** : dans tous les pays industrialisés capitalistes (PIC), le taux d'activités des femmes ainsi que leur part dans la population active est en hausse régulière. Les raisons de cette féminisation sont d'une part le développement du tertiaire, et surtout de la fonction publique qui offre des emplois moins pénibles et garantis aux femmes ; et d'autre part l'évolution du statut de la femme dans la société (émancipation).

Suite à compléter par l'intéressé (...)